



## Bulletin de l'APAD

2 | 1991  
Numéro 2

---

*Réflexions sur l'évolution du rôle de la coopération française en matière d'appui aux organisations paysannes*, J.-C. Devèze et M.C. Rouvière, Notes et études n° 42, C.C.C.E., 1991, 31 p.

Philippe Lavigne Delville

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/apad/415>

ISSN : 1950-6929

### Éditeur

LIT Verlag

### Édition imprimée

Date de publication : 15 décembre 1991

### Référence électronique

Philippe Lavigne Delville, « *Réflexions sur l'évolution du rôle de la coopération française en matière d'appui aux organisations paysannes*, J.-C. Devèze et M.C. Rouvière, Notes et études n° 42, C.C.C.E., 1991, 31 p. », *Bulletin de l'APAD* [En ligne], 2 | 1991, mis en ligne le 06 juillet 2006, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/apad/415>

---

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

Bulletin de l'APAD

---

## *Réflexions sur l'évolution du rôle de la coopération française en matière d'appui aux organisations paysannes,* J.-C. Devèze et M.C. Rouvière, Notes et études n° 42, C.C.C.E., 1991, 31 p.

Philippe Lavigne Delville

---

- 1 Dans le contexte actuel de désengagement de l'État, les organisations paysannes suscitent l'intérêt des bailleurs de fond. Cette note analyse la place réservée aux groupements dans les projets soutenus par la Caisse Centrale dans la décennie 80, étudie les réalisations réelles à partir de 15 projets, et dégage des perspectives en matière de politique d'appui aux organisations paysannes (OP).
- 2 "Après les indépendances, l'organisation des producteurs a constitué, en Afrique subsaharienne, un des objectifs des gouvernements. Cette orientation avait été appuyée par la coopération française, ce qui avait donné des résultats intéressants dont on retrouve encore des traces, mais elle a été la plupart du temps détournée de son objet à la suite de la constitution de coopératives plus ou moins étatiques" (p.1). Cette phrase donne le ton. Peu importe que les coopératives étatiques aient été à l'époque soutenues par tous les bailleurs de fonds. L'heure est au désengagement de l'État. La démarche de la CCCE se situe clairement dans une logique de "redéfinition du rôle de l'État" et souhaite "encourager le passage à l'organisation d'une véritable profession agricole capable d'être un partenaire dans la définition et l'application de la politique agricole" en commençant par favoriser "l'existence d'espaces de liberté propices aux initiatives locales" (p.24). La nécessité d'un contre-pouvoir face à l'État et aux institutions de développement est donc clairement posée. C'est sans doute là que réside la réelle nouveauté du discours actuel sur les organisations paysannes.
- 3 Reste qu'on est encore loin d'une profession agricole. Si on note des évolutions récentes, les auteurs soulignent que l'intérêt pour les OP est loin d'être réellement passé dans les

pratiques des projets. Pour la période 1980-1989, sur 159 projets soutenus par la Caisse, on en compte certes 101 (soit 63%) qui "font état d'un intérêt pour les OP" (p.4). Mais encore faut-il savoir de quoi on parle : un "appui" aux OP n'est prévu que dans 22,5% des cas, et cela recouvre des choses très diverses : encadrement, recours à des consultants spécialisés, actions de formations spécifiques (alphabétisation, gestion), etc. Un financement spécifique n'est prévu que dans 15% des cas. Encore se confond-il souvent "avec les volets "formation" et "assistance technique" et il n'est pas possible d'évaluer la part réelle affectée aux OP" (id.). Les fonctions qui leur sont dévolues sont strictement d'ordre technico-économique.

- 4 Les textes analysés montrent une certaine évolution du discours sur les OP : en 1980, on parle de "promotion des organisations paysannes" ; entre 81 et 83, de "confier aux paysans une part de responsabilités". A partir de 1984, l'encadrement classique est remis en cause et on parle de "conseillers", les projets prévoient de "prendre en compte les besoins exprimés par les paysans". "Après 1987, la CCCE conditionne de plus en plus ses financements à la prise en compte de la dimension "OP" et la participation de celles-ci à la conception des projets se précise. n s'agit de négocier avec l'administration, de gérer les actions de développement, de veiller au désengagement de l'État" (p.5). En 1989, un document d'orientation de la Caisse affirme "la nécessité de reconnaître le rôle des agents économiques et leur droit à l'initiative économique" et la Coopération "qu'il faut aider à l'émergence d'une véritable profession agricole".
- 5 Dans la pratique, les OP manquent d'autonomie par rapport aux sociétés de développement. Les statuts juridiques sont variables et peu adaptés. Les missions d'appui confiées à des experts manquent de continuité. Les capacités réelles des OP restent faibles, en matière de gestion en particulier. Il est nécessaire de mettre au point des documents de gestion adaptés, de disposer d'une structure d'appui et de fondation. "Malheureusement, beaucoup de promoteurs et responsables de projets semblent incapables de déterminer et mettre en œuvre un plan de formation correspondant réellement aux divers besoins" des OP (p.10). Quelques contre-exemples partiels montrent ce que pourraient être des OP plus performantes : gestion du crédit à la SOMALAC, de la commercialisation à la CMDT, etc. Au sud-Mali, la présence d'associations villageoises bien structurées a permis de passer à un relatif auto-encadrement et de mettre en place de nouvelles approches (conseil de gestion adapté aux divers types d'exploitation d'une association, gestion de terroirs concertée avec une association).
- 6 La présence d'organisations paysannes modifie peu à peu les relations de pouvoir. De nouveaux leaders apparaissent, des contestations et des revendications s'expriment face à la société d'intervention. Mais "trop souvent les divers pouvoirs en place utilisent encore les OP pour faire prévaloir leurs intérêts." Le transfert de responsabilités aux OP est le discours dominant des développeurs. "Dans les faits, il ne s'agit souvent que du transfert de tâches ou de charges sans que les projets jouent pleinement le jeu de la définition des objectifs et du partage des responsabilités grâce à une véritable concertation".
- 7 Dans l'ensemble, "il semble que les réalisations ne soient pas à la hauteur des intentions. Les progrès en matière d'organisations paysannes paraissent lents et la viabilité de beaucoup d'OP pose question" (p.15). La seule OP capable de formuler des demandes d'appui et de mobiliser des appuis extérieurs qu'elle choisit est d'origine non gouvernementale (CADEF, comité de développement du Fogny au Sénégal). Bref, un bilan très circonspect, d'autant plus que les informations précises sur les OP sont rares et qu'on

manque encore de recul. En même temps, Devèze et Rouvière soulignent à juste titre qu'un tel processus de structuration demande beaucoup de temps, et que le milieu agricole français, loin de s'être fait en un jour, s'est construit au travers de conflits, d'échecs, de modifications de l'environnement et des pratiques.

- 8 Dans l'état actuel des OP en Afrique, dynamisme économique de la région, législation, contexte politique et institutionnel, qualité de l'encadrement et cohésion interne des groupements semblent des facteurs déterminants. "Privilégier les dynamiques économiques permettant aux organisations paysannes de reposer sur des bases financières solides", "faire évoluer le cadre institutionnel pour que les OP puissent trouver des solutions propres à leurs problèmes dans un environnement juridique approprié", favoriser les articulations entre les différentes OP, renforcer la place des producteurs dans les filières sont donc les priorités. La Caisse peut faire pression sur les autorités nationales pour promouvoir les OP, pousser à l'adoption d'un cadre juridique plus adapté. Mais l'organisation du monde rural a une portée politique, ce qui rend délicat le dialogue avec les autorités sur ce sujet. De plus, la Caisse intervient à l'échelle nationale et n'a pas les moyens de bien connaître les réalités locales et régionales. La logique "projet" impose encore d'autres contraintes : "logique des projets à "sortir", "du chiffre d'affaire à réaliser", temps limité imparti au suivi des projets, études préparatoires sans concertation avec les populations et qui ignorent les formes d'organisation existantes, rigidité des programmations, etc.
- 9 Bref, il y a loin de la réalité actuelle à l'émergence d'une profession agricole... et les propositions de cette note, bien que de bons sens, paraissent un peu incantatoires à ce niveau de généralité. On ne peut qu'être d'accord avec les orientations, (encore que le terme de "profession agricole" devrait être précisé, le modèle français est-il transposable ?). Reste à savoir les faire passer dans les pratiques. C'est toute la structure des relations État/paysans qui est à redéfinir. Les agents de développement répugnent à perdre le contrôle qu'ils essayaient d'avoir sur les paysans. Ces derniers peuvent avoir intérêt à préférer les "négociations implicites" et la distribution de financements à un jeu cartes sur tables dans un contexte économique plus rude. L'instauration de telles négociations, à l'échelle locale demande un apprentissage réciproque. La formation des cadres techniques ne les prépare guère à ce type de rapports avec les paysans. Rapports qui demande des démarches spécifiques (diagnostic concerté, contractualisation du projet, etc.) qui sont encore peu au point et sur lesquelles la note reste presque muette.
- 10 D'autre part, Devèze et Rouvière soulignent bien ce "péché originel" de toute intervention sociale : "il existe une certaine contradiction entre la volonté d'intervention qui pousse à organiser de l'extérieur un transfert prédéterminé de fonctions aux OP, et le souci de développer l'autonomie de celles-ci" (p.11). Contradiction d'autant plus forte qu'il s'agit de rompre avec trente années d'intervention massive qui ont incité les paysans à adopter un "profil bas" : "pour leur part, les bailleurs de fond sont tentés d'agir rapidement en multipliant les propositions et les réalisations au risque de faire des erreurs ou de promouvoir des OP que la population ne considérera pas comme siennes. (...) Ils ne savent pas toujours comment se situer et jusqu'où ils doivent (ou peuvent) intervenir" (p.24). L'analyse anthropologique des jeux d'acteurs autour des projets de développement ne peut-elle pas être un outil pour raisonner l'intervention ?